



PROJET DE MARCHE N°B25-04997-EB

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,

dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S
PARIS B 775 685 019

représenté par Monsieur François LEGALLAND, agissant en qualité de Directeur du
centre CEA Grenoble

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____,

dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro R.C.S
_____,

représentée par Monsieur/Madame _____, agissant en qualité de
_____,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	3
ARTICLE 4 - DUREE ET PHASES DU MARCHE	4
ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION	7
ARTICLE 7 - CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE*	8
ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	10
ARTICLE 10 - REMISE DE DOCUMENTS	11
ARTICLE 11 - RECEPTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 12 - ASSURANCES	11
ARTICLE 13 - MONTANT	12
ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX	13
ARTICLE 15 - PENALITES	13
ARTICLE 16 - FACTURATION- REGLEMENT	15
ARTICLE 17 - REGIME FISCAL	16
ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE	16
ARTICLE 19 - CONCLUSION DU MARCHE	16

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, les prestations de sureté sécurité sur le site du CEA INES au Bourget du Lac, ci-après dénommées « les Prestations ».

Les Prestations du marché relèvent d'une obligation de résultat.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé B25-04997-EB avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (le cahier des charges référencé DG-CEAGRE-DPEI-CINES-25-11-002601 en date du 13/01/2026),;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée _____ du _____, à titre supplétif.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 – L'annexe n°1 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant » fait partie intégrante du présent marché.

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondant technique du CEA

M. • Florian PELLISSIER - Tél. : 04.79.79.29.17
Email : florian.pellissier@cea.fr

M. • Alain BAUDET - Tél. : 04.79.79.29.77
Email : alain.baudet@cea.fr

3.2 - Correspondante commerciale du CEA

Mme Estelle BASTIEN - Service des Marchés et Achats -Tél. : 06.58.31.35.77
Email : estelle.bastien@cea.fr

Mme Isabelle BOREL - Service des Marchés et Achats -Tél. : 04.38.78.13.36
Email : isabelle.borel@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

Comptabilité fournisseur : _____ Tél : 01 69 08 47 50
Email : SFC-Fournisseur_GRE@cea.fr
RELANCES@cea.fr

3.4 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

Tél : _____
Email : _____

Correspondant commercial :

Tél : _____
Email : _____

3.5 – Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA,
- de former le personnel au poste de travail. La traçabilité de cette formation est établie et tenue à la disposition du CEA,
- d'appliquer la législation spécifique aux installations confiées au Titulaire.

M/Mme _____ Tél : _____
Email : _____

Le Titulaire doit faire connaître par courrier, le nom de son remplaçant le cas échéant.

3.6 – Garantie de remplacement à compétences équivalentes

Au cas où le personnel affecté à la prestation serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA au moins un mois à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée de deux semaines sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

Le Titulaire s'engage à procéder à ce remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes. Le Titulaire soumettra pour accord au CEA un dossier qui démontrera la compétence et la qualification de ce nouvel interlocuteur.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec avis de réception et prennent effet dès la date de réception de ladite lettre.

ARTICLE 4 - DUREE ET PHASES DU MARCHE

4.1 - Durée

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de trois (3) ans à compter du 01/09/2026¹, incluant la phase de prise en charge et réversibilité, soit jusqu'au 30/09/2029.

Il comprend les tranches optionnelles suivantes :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an, soit du 01/10/2029 jusqu'au 30/09/2030
- Tranche optionnelle n°2 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an, soit du 01/10/2030 jusqu'au 30/09/2031.

Le CEA affermit la(es) tranche(s) optionnelle(s), si besoin, par lettre recommandée avec demande d'accusé réception dans un délai d'au moins trois (3) mois avant le terme du marché.

Le non-affermisssement de la (ou des) tranche(s) optionnelle(s) ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

¹ En cas de changement de Titulaire si non, à compter du 01/10/2026

4.2 - Phases du marché

Le « Prédécesseur » désigne la société qui est responsable du marché avant la prise d'effet du présent marché.

Le « Successeur » désigne la société qui succèdera au Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché.

4.2.1 - Phase de prise en charge

La phase de prise en charge dure 2 mois à compter de la date de prise d'effet du marché. Durant cette phase, le Titulaire prend toutes ses dispositions pour préparer la prise en charge des prestations et réaliser les actions prévues par le cahier des charges notamment les livrables. Cette phase se compose d'une étape d'initialisation d'un mois et d'une étape de consolidation d'un mois.

Pendant l'étape d'initialisation, il dispose du support de l'équipe du Prédécesseur restée sur site au titre de l'application de la phase de réversibilité de l'ancien marché conformément au paragraphe 9.4.2 du cahier des charges.

Durant cette étape d'initialisation, le Prédécesseur conserve la responsabilité des prestations.

À compter du démarrage de l'étape de consolidation, le transfert de responsabilité du Prédécesseur vers le Successeur est prononcé. Pendant cette phase, les indicateurs sont produits et analysés, mais aucune pénalité liée à la réalisation des Prestations n'est appliquée. Toutefois, la non-fourniture des livrables définis au paragraphe 9.2 du cahier des charges, dans les délais impartis est susceptible de générer des pénalités.

4.2.2 - Phase opérationnelle

La phase opérationnelle débute le premier jour suivant la fin de la phase de prise en charge et se termine à la date d'échéance du marché.

Le Titulaire a la responsabilité pleine et entière de la réalisation des Prestations telles que décrites dans le cahier des charges.

Durant cette phase, les indicateurs de mesure de la Prestation sont produits et analysés et peuvent donner lieu à l'application des pénalités telles que définies à l'ARTICLE 16 - .

4.2.3 - Phase de réversibilité (Option n°1)

En cas de levée de l'option, la phase de réversibilité débute (1) mois avant l'échéance du présent marché. Elle se superpose à la phase opérationnelle.

Durant cette période le Titulaire doit notamment assurer les formations décrites au cahier des charges.

Il est rappelé que le Titulaire conserve la responsabilité pleine et entière de la réalisation des Prestations telles que décrites dans le cahier des charges.

Il assure en sus la transmission des compétences au Successeur.

Les indicateurs de mesure de la Prestation sont produits et analysés et peuvent donner lieu à l'application des pénalités telles que définies à l'ARTICLE 16 - .

ARTICLE 5 - DÉFINITION DES PRESTATIONS

Les Prestations précisément décrites au cahier des charges précité à l'article 2 du présent marché consistent principalement à assurer la sûreté et la sécurité du site INES du CEA Grenoble, au Bourget du Lac.

Elles comprennent les prestations de base au forfait, optionnelles et complémentaires sur devis suivantes.

5.1 - Prestations de base au forfait

Les Prestations de base dues au titre du présent marché comprennent les prestations suivantes :

- Prestations de sécurité :

- Secours aux victimes
 - Accompagnement des services de secours
 - Procéder aux levées de doute en cas de détection incendie
 - Accompagner dans l'analyse de la situation en cas de détection de gaz
 - Participer à la maîtrise des risques liés à la co-activité
 - Assurer les rondes de sécurité
 - Assurer le contrôle mensuel des défibrillateurs
 - Réaliser un inventaire mensuel des armoires à pharmacie
 - Réaliser un inventaire mensuel des équipements d'intervention
 - Assurer un soutien au CEA pour la mise à jour de l'affichage de sécurité
 - Participer à la maîtrise des risques de travailleurs isolés
 - Participer aux exercices d'évacuation
- Prestations de sureté :
- Assurer des rondes de sureté
 - Procéder à des levées de doute en cas de détection intrusion et alerter
 - Gérer la mise en surveillance de la détection intrusion dans les bâtiments
 - Contrôler la vidéosurveillance
 - Contrôler les badges dans les locaux
 - Surveillance lors des visites de groupes
 - Identifier, tracer, reporter et analyser les alarmes
- Prestations au poste de garde

5.2 - Prestations optionnelles

Les Prestations optionnelles sont les suivantes :

- Option n° 1 « phase de prise en charge »
- Option n° 2 « phase de réversibilité »

Les options sont éventuellement levées par le CEA, avec un préavis d'un mois minimum, par courrier recommandé avec accusé de réception.

L'absence de levée de tout ou partie des options n'ouvre pas droit à indemnités au bénéfice du Titulaire.

5.3 - Prestations complémentaires sur devis

Les Prestations complémentaires sur devis sont les suivantes :

- Renforts supplémentaires pour réaliser les prestations de sureté et de sécurité objet du marché à la demande du CEA pour des événements ponctuels.

Les prestations complémentaires font l'objet d'un devis établi par le Titulaire sur la base des taux horaires fixés à l'article MONTANT ci-dessous.

Ces devis mentionnent la référence du présent marché, les motifs de l'intervention, la nature et les quantités des interventions.

Le CEA se réserve le droit d'accepter ou non le devis.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations correspondantes qu'après avoir reçu un ordre de service formalisé du CEA, passé en référence du présent marché et acceptant son devis, excepté pour les déplacements et interventions réalisés dans le cadre des astreintes pour lesquels cette acceptation ne peut intervenir qu'a posteriori.

5.4 - Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Les Prestations, dont le Titulaire assure l'exécution et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION

Les Prestations sont effectuées dans le périmètre désigné au cahier des charges, sur le site du CEA.

Une "Installation" est un ensemble délimité géographiquement, cohérent par les moyens et les techniques qui y sont utilisés. Chaque Installation du CEA est sous la responsabilité d'un Chef d'Installation en matière de sécurité et d'environnement, lequel, à cet effet, a tout pouvoir sur les conditions d'exécution des Prestations par le Titulaire dans ces domaines.

Le responsable local du Titulaire s'engage à rendre compte au Chef d'Installation concerné de tous les incidents et/ou anomalies rencontrées dans le cadre des Prestations confiées et au responsable du marché du CEA.

6.1 - Mise à disposition de locaux et équipements

Le CEA confie au Titulaire à titre précaire, gracieux et révocable, sous préavis de 15 jours ouvrables, des locaux.

La mise à disposition de ces locaux est attachée à l'exécution du présent marché et ne peut être assimilée en aucune manière à un bail commercial. L'occupation temporaire de ces locaux prend fin obligatoirement avec celle du présent marché.

Un état des lieux et inventaire des équipements est réalisé contradictoirement lors de l'entrée dans les lieux et à la libération de ceux-ci. En cas de détérioration du local, le CEA peut demander au Titulaire la remise en état des locaux.

Pour les moyens téléphoniques mis à disposition par le CEA, ils seront utilisés à des fins professionnelles exclusivement. Dans le cas contraire, le Titulaire prendra à sa charge les coûts de communication abusives.

L'adresse mèl que le CEA peut mettre à la disposition du Titulaire doit être, dans ce cas, utilisée exclusivement dans le cadre du présent marché, à l'exclusion de toute autre activité non définie dans le cahier des charges susvisé.

6.2 - Maintenance des équipements mis à disposition par le CEA

Le CEA garde l'entière responsabilité de l'entretien des équipements mis à la disposition du Titulaire.

L'état des équipements fera l'objet d'un constat contradictoire avant leur mise à disposition du Titulaire (mention des derniers contrôles réglementaires effectués pour chaque équipement, de l'état de fonctionnement...). Cette mise à disposition, à titre gratuit, pourra faire l'objet d'un contrat spécifique.

6.3 - Mise à disposition de fichiers ou programmes informatiques ou documents

Dans le cadre des Prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut mettre à la disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes sources, codes objets, codes exécutables), des documents.

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des ensembles mis à la disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ou documents ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des Prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes ou documents.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer les éléments relatifs à celles-ci qu'aux membres de son personnel appelés à travailler pour exécuter les Prestations considérées. A l'issue des Prestations, le Titulaire doit restituer sans délais les fichiers ou programmes ou documents au CEA, ainsi que les données concernées et n'en conserver aucune trace.

La restitution des fichiers ou programmes ou documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA

6.4 - Accès à l'INES et aux Installations et organisation du Titulaire

Les conditions d'accès à l'INES et aux Installations sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2026, les jours de fermeture sont les 2 janvier, 15 et 25 mai, 13 juillet, 14 août, 24, 28, 29, 30, 31 décembre.

Lors de ces périodes de fermetures, l'activité du site est réduite au minimum (Site fermé, ouverture du portail sur demande par l'agent en poste). Par conséquent, la mission au poste de garde n'est pas requise pendant ces périodes, la surveillance sera alors assurée par l'agent en poste uniquement.

ARTICLE 7 - CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE*

**Cette clause fera l'objet d'un ajustement au moment de l'attribution du marché afin d'intégrer les engagements concrets formulés par le Titulaire dans son offre*

7.1 - Volet social

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre des actions en faveur de son personnel (*exemple : en matière de salaire décent, de mesures de progrès social (amélioration des relations et des conditions de travail), légalité et la mixité professionnelle et en matière de formation (prévention du harcèlement, lutte contre l'illettrisme, lutte contre les discriminations...), prévention des risques liés à la sédentarité...*

7.2 - Tenues de travail

Pour les tenues de travail, le Titulaire s'engage à (exemple : choisir des textiles issus de matières recyclées, chaîne d'approvisionnement respectueuse des droits de l'homme et commerce équitable, ou encore matières issues de l'agriculture biologique...)

ARTICLE 8 - TRANSMISSION DES ÉLÉMENTS RELATIFS À LA REPRISE DE PERSONNEL

La Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité prévoit la continuité du contrat de travail des salariés attachés au marché en cas de changement de Titulaire.

Dans ce contexte et dans le but que le CEA transmette ces éléments essentiels à l'ensemble des soumissionnaires dans le dossier de consultation lors du renouvellement de ce marché, le Titulaire est tenu de transmettre, sur demande écrite du CEA au cours de la dernière année d'exécution du marché, les éléments relatifs au personnel exécutant les prestations du marché. Cette information pourra être réactualisée par l'attributaire à la demande du CEA lors de la période de passation du marché.

Les informations à transmettre sous forme de liste du personnel éligible sont :

- Le temps de travail mensuel affecté au marché avec horaire habituel,
- Le salaire brut mensuel correspondant, incluant les charges salariales,
- La nature du contrat à reprendre,
- Les éventuels avantages acquis,

- La date d'affectation sur le marché,
- La date d'embauche déterminant l'ancienneté,
- La qualification des agents,
- Les autres éléments nécessaires à l'appréciation de la masse salariale.

Le Titulaire transmet également le montant de la masse salariale brute globale correspondante. Les éléments transmis par le Titulaire ne doivent en aucun cas comporter de données à caractère personnel et doivent être transmis sous format Excel.

ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel

9.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

9.1.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

9.2 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent marché et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

9.3 - Restaurant d'entreprise

Un restaurant inter-entreprises est implanté sur la zone de Technolac à proximité du site de l'INES. Le Titulaire prendra contact avec le gérant du restaurant s'il souhaite faire bénéficier ses agents en poste, de ce service de restauration.

9.4 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE

10.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

10.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

10.3 - Assurance de la qualité

Le Titulaire doit appliquer le système de management de la qualité décrit dans son plan d'Assurance de la Qualité Particulier (PAQP), lequel sera remis au plus tard trois mois après le début des Prestations et six mois après le début des Prestations dans sa version définitive.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système qualité. A cette fin, le Titulaire doit permettre un libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et faciliter les audits de qualité du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Le Titulaire s'engage à tenir à jour le calendrier de ses actions, ainsi que l'affectation du personnel à la réalisation des Prestations, pour tenir compte des éventuelles évolutions, et assurer la traçabilité et le contrôle de l'exécution des Prestations par le CEA.

10.4 - Plan de Continuité d'Activité

Le Titulaire doit établir un Plan de Continuité d'Activité, dans le cas de pandémie ou autre événement ou situation exceptionnels, lequel sera remis dans un délai de trois mois à compter de la signature du marché.

10.5 - Réunions

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges.

Un plan de progrès est établi et suivi par le prestataire pendant la durée d'exécution du marché. Ce plan est issu des différentes remarques élaborées au travers de l'analyse des fiches d'améliorations et de sa propre expertise. La revue de ce plan est réalisée durant les réunions de pilotage mensuelles.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 7 jours suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

ARTICLE 11 - REMISE DE DOCUMENTS

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Documents".

La remise des Documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA. Les documents seront remis selon les conditions définies au cahier des charges.

11.1 - Format des documents remis

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA par mail ou par clé USB et enregistré sur le serveur commun tel qu'exigé dans le cahier des charges.

11.2 - Propriété des Résultats

Les droits de propriété intellectuelle et /ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

11.3 - Approbation des documents

Tous les documents doivent être préalablement validés par le CEA selon la procédure indiquée au cahier des charges, c'est-à-dire que le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'approbation sans réserve des Documents.

Il est précisé que tous les documents doivent être remis au CEA par le Titulaire au fur à mesure de l'exécution des Prestations et en tenant compte des délais de validation du CEA.

Les différents documents à remettre au cours de l'exécution des Prestations font l'objet d'une approbation par le CEA.

ARTICLE 12 - RECEPTION DES PRESTATIONS

En fin de marché, les Prestations font l'objet d'une procédure de vérification et de Réception par le CEA, qui donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé contradictoirement par les représentants du CEA et du Titulaire.

Le Titulaire doit avoir remis au CEA l'ensemble des documents et ces derniers doivent avoir été approuvés sans réserve par le CEA.

ARTICLE 13 - ASSURANCES

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent marché, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les dispositions de l'article 38.2 du chapitre précité sont complétées comme suit.

Site de l'INES

En tant que de besoin, et sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à l'égard du Titulaire, celui-ci est informé de la souscription par le CEA d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, jusqu'à 40 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens meubles du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, chute d'appareils de navigation aérienne, mur du son, événements naturels, dégâts des eaux, gel, fumées, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme et de sabotage, choc d'un véhicule, bris de glaces, catastrophes naturelles, autres événements non dénommés.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit, et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 12 500 € par sinistre.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

ARTICLE 14 - MONTANT

Les montants fixés ci-après comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations.

14.1 - Prestations au forfait

14.1.1 - Prestations de base de la phase opérationnelle

Le montant forfaitaire et révisable des Prestations de base est de _____ euros HT (_____ euros hors taxes), comprenant 60 mois.

14.1.2 - Prestations optionnelles

Le montant forfaitaire et ferme des options est fixé comme suit :

- Option 1 « phase de prise en charge » : de _____ euros HT (_____ euros hors taxes), décomposée comme suit :
 - o Phase d'initialisation : _____ € HT
 - o Phase de consolidation : _____ € HT
- Option 2 « phase de réversibilité » : de _____ euros HT (_____ euros hors taxes).

Il est précisé que les montants de la phase de consolidation et de l'option 2 « Phase de réversibilité » s'ajoutent au montant des prestations de base réalisées au titre de la phase opérationnelle si ces options sont levées.

14.1.3 - Montant total forfaitaire du marché

Dans l'hypothèse d'une levée de toutes les options, le montant forfaitaire du marché serait de _____ euros HT (_____ euros hors taxes).

14.2 - Prestations hors forfait

14.2.1 - Prestations complémentaires sur devis

Ces prestations sont valorisées sur la base des taux horaires suivants :

	Lundi au samedi	Lundi au samedi	Dimanche	Dimanche
	Jour 7h-20h	Nuit 00h-7h /20h-24h	Jour 7h-20h	Nuit 00h-7h /20h-24h
Taux Horaire HT				
Taux Horaire férié HT				

Le montant de ces Prestations est plafonné sur la durée totale du marché à 2% du montant total du marché soit _____ euros HT (_____ euros hors taxes)

14.3 - Montant total maximum du marché

Le montant total maximum du marché est à _____²euros HT (_____ euros hors taxes)

ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX

Les prix fixés à l'article ci-dessus sont établis aux conditions économiques du mois de _____ (mois de remise de l'offre).

Ils sont fermes pour la durée de la tranche ferme du marché.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle n°1 et 2, les prix peuvent être révisés à la date de prise d'effet de cette tranche, à la demande du Titulaire ou du CEA, et ne doivent en aucun cas dépasser le montant obtenu par l'application de la formule indiquée ci-après.

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 \text{ CPF } 80.10 / \text{CPF } 80.10_0]$$

Dans laquelle :

P	Prix mis à jour
P ₀	Prix aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre
CPF 80.10 ₀	Indice des prix de production des services français au entreprises française (BtoB) – Services de sécurité privée publié par l'INSEE (Identifiant 010766602) pour le mois de la remise de l'offre
CPF 80.10	Dernière valeur connue de ce même indice à la date de révision

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'autre partie sur la proposition, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au cours des six premiers mois à compter de la date anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les Prestations réalisées à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

ARTICLE 16 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

² Ce montant maximum sera fixé lors de la notification du marché

16.1 - Non-respect des objectifs définis au cahier des charges

En cas de non-respect des objectifs définis au cahier des charges mentionné à l'article 2 du présent marché, le CEA peut appliquer les pénalités définies dans le tableau ci-après :

Critères	Moyens de contrôle et fréquence	Pénalités
Continuité de service	Constat tout au long du contrat	1000 € par interruption de service
Plan d'Assurance Qualité Particulier	Non-respect du délai de remise du PAQP définitif Non-respect des dispositions du PAQP, en cas d'écarts répétitifs ou d'actions correctives non réalisées	500 € par jour de retard 1500 € par manquement constaté
Plan de Continuité d'Activité	Non-respect du délai de remise du PCA	250 € par jour de retard
Fermeture des bâtiments	Vérification de tous les accès	100 € par manquement constaté
Délai d'intervention sur levée de doute	Intervention au-delà de 10 minutes à partir du retour d'information suite à l'appel TELEM/FLS	200 € toutes les 5 minutes au-delà des 10 premières minutes dans la limite où une autre intervention n'est pas en cours
Traçabilité	Retard dans la remise des documents, rédaction des rapports sur support informatique dédié, mains courantes	50 € par document et par jour calendaire de retard
Délai pour mise en place de renforts	Contrôle du délai de disponibilité (1 heure ou 48 heures)	150 € par heure de retard
Absence à des réunions	Absence après convocation	200 € par absence non excusée
Défaut de tenue réglementaire ou port d'arme non autorisée	Flocage minimum SECURITE visible face et côté, port du badge	200 € par manquement constaté
Mise en place du balisage de sécurité	Mise en place au-delà de 8 heures à partir de la demande Mise en place immédiat à partir de la demande au-delà de 5 minutes	300 € par heure de retard 150 € toutes les 5 minutes au-delà de 5 minutes
Levée des zones d'alarme	Retard dans la levée des zones d'alarme sous un délai de 8 heures ou immédiat	50 € toutes les 15 minutes au-delà des 10 premières minutes 300 € tous les ¼ d'heures au-delà de 8 heures à compter de la demande

Les pénalités de retard applicables sont plafonnées à 15% du montant total HT du marché fixé à l'article « Prix » ci-dessus.

16.2 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas prévus à l'article 16.1, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 3 000 euros par jour calendaire de retard.

16.3 - Application des pénalités

Il est précisé que si le CEA est amené à appliquer cinq fois sur une période de douze mois consécutifs des pénalités pour mauvaise exécution, il peut résilier le présent marché de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires. Le Titulaire ne peut pas prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 17 - FACTURATION- REGLEMENT

17.1 - Conditions de facturation

Prestations de base

La facturation est établie mensuellement à terme échu après validation des Prestations réalisées par le CEA sur la base des montants fixés à l'article 14.1.1 - .

Prestations complémentaires sur devis

La facturation est établie mensuellement à terme échu après validation des Prestations réalisées par le CEA. Un état récapitulatif des interventions réalisées est établi par le Titulaire et joint à la facture, sur laquelle figure un détail par intervention avec la décomposition par taux horaire.

Les phases de prise en charge et, si l'option est levée, de réversibilité, sont facturées à terme échu après acceptation par le CEA de la réalisation des livrables/prestations.

17.2 - Modalités de facturation et règlement

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 18 - REGIME FISCAL

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 19 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 20 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,